

République Française - Département du Gard
DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES
SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025

Sous la présidence de : Monsieur le Maire, Etienne MALACHANNE
MERLE – HLYWA - TRAUCHESSEC – RIOS- LLINARES - GIBELIN- BONNET -SAEZ
-GUY-SINET- POLGE- GAYTON.MESA -DEBAILLE- BERARD DE MALAVAS -
ROSSO

Procurations :

DENNEULIN a donné procuration à T. MERLE
BOINON a donné procuration à E SINET
FABREGUE a donné procuration à L GUY
COURBIER a donné procuration à E MALACHANNE
WILUS_a donné procuration à GIBELIN
DANIEL a donné procuration à R. BERARD DE MALALAVAS

Absentes :

VERDELHAN

Maryline HLYWA est élue secrétaire de séance.

Objet de la délibération : Protocole d'accord entre la Ville et BAMA

Le Maire expose les faits :

Le 15 novembre 2019, la SAS FONCIERE BAMA a déposé une demande de permis d'aménager un lotissement de 17 lots sur plusieurs parcelles situées rue des Oliviers à SALINDRES (30340).

Ces parcelles étaient situées en zone 2AUha et UB du PLU de la commune.

Par arrêté du 16 juillet 2020, la Commune de SALINDRES a accordé le permis d'aménager PA03030519C0002. Cette autorisation a fait l'objet de deux décisions de prorogation de validité, le 3 mars 2023 puis le 29 avril 2024.

Le 20 décembre 2024, la SAS FONCIERE BAMA a déposé une demande de permis d'aménager modificatif PA 030 305 19 C0002 M01.

Cette demande a pour objet : *« Modification du découpage foncier, présentation du morcellement en lot envisagé, report des servitudes de cour commune permettant la constructibilité des lots en application de l'article L.471-1 du Code de l'urbanisme. »*

Par arrêté en date du 4 mars 2025, la Commune de SALINDRES a refusé le permis d'aménager modificatif.

Le 3 avril 2025, la SAS FONCIERE BAMA a adressé à la Commune de SALINDRES un recours gracieux.

La SAS FONCIERE BAMA a également saisi le Tribunal Administratif de NIMES par une requête enregistrée au Greffe du Tribunal le 25 avril 2025. La SAS FONCIERE BAMA a demandé l'annulation de l'arrêté du 4 mars 2025.

Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération

Fait à Salindres le : 26/09/2025

Date de publication : 01/10/2025

La Commune de SALINDRES a, pour mémoire en défense la requête.

Après différents échanges et pourparlers, les parties se sont rapprochées se faisant des concessions réciproques.

Les parties ont accepté des concessions, réciproques et de ce fait, en application des articles 2044 à 2052 du Code Civil, ont entendu mettre un terme au litige né entre elles en concluant un protocole d'accord transactionnel.

Les parties ont ainsi convenu les orientations ci-dessous :

- 13 lots avec une habitation par lot
- 2 logements sociaux adaptés pour les personnes âgées ou à mobilité réduite sur le macrolot
- Création d'une aire de dépose pour les ordures ménagères avec murs périphériques
- Constructions uniquement en RDC

- Pas de rétrocession de la voirie et des espaces communs à la mairie, gestion par l'ASL

- Pas de branchement sur l'éclairage public communal

Le protocole transactionnel joint à la présente délibération détermine les démarches et les contreparties exigées de chaque signataire.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le protocole transactionnel et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce document.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.2121-12

Vu le Code civil, notamment ses articles 2044 à 2052

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Considérant la volonté des deux parties de régler amiablement le différend qui les oppose et d'éviter tout recours contentieux.

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DÉCIDE

Article 1 :

D'approuver le projet de protocole d'accord transactionnel joint en annexe conclu entre la SAS FONCIERE BAMA et la Commune de SALINDRES.

Article 2 :

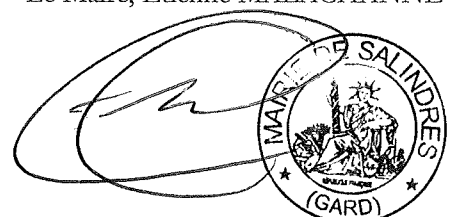
D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel et tout document y afférent.

Article 3 :

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération (...)

1 abstention 21 votes contre Délibération rejetée

Pour copie conforme
Le Maire, Etienne MALACHANNE



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération

Fait à Salindres le : 26/09/2025

Date de publication : 01/10/2025